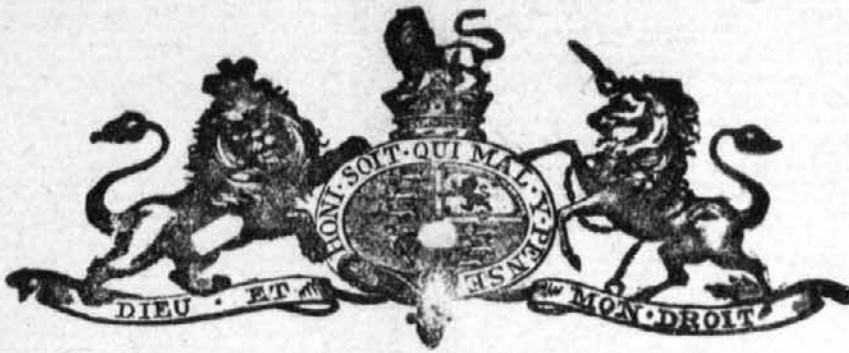




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 AOUT 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3309

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24 juillet 1909, de nommer M. Louis B. Cordeau, avocat, de la ville de Verdun, recorder de la dite ville.

3405

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 juillet 1909, de nommer MM. Adélarde Riverin, médecin, de la ville de Chicoutimi, et Jules Constantin, médecin, de Roberval, coroner pour le district de Chicoutimi, le premier pour cette partie du district comprise dans le comté de Chicoutimi, et le second pour cette partie du district, comprise dans le comté du Lac Saint-Jean.

3407

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juillet 1909, de nommer l'honorable Jules Allard, Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, le représentant de notre province de Québec, en qualité de membre ex-officio de la commission de la conservation des ressources naturelles, formée par la loi du Canada, 9 Ed. VII, ch. 27.

3411

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th AUGUST, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

3310

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of July, 1909, to appoint Mr. Louis B. Cordeau, of the town of Verdun, advocate, recorder of the said town.

3406

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th day of July, 1909, to appoint Messrs. Adélarde Riverin, physician, of the town of Chicoutimi, and Jules Constantin, physician, of Roberval, coroner for the district of Chicoutimi, the first for that part of the district comprised in the county of Chicoutimi, and the second for that part of the district comprised in the county of the Lake Saint John.

3408

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of July, 1909, to appoint the Honorable Jules Allard, Minister of Lands and Forests of the province of Quebec, the representative of our province of Quebec, in the quality of an ex-officio, member of the commission for the preservation of our natural resources created by the Canadian act, 9 Ed. VII, chap. 27.

3412

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juillet 1909, de nommer l'honorable Jean Baptiste Romuald Fiset, membre du sénat du Canada et médecin, de la ville de Rimouski, M. Gustave Côté, médecin, de Matane, M. Charles Arthur Desorey, médecin, de Saint-Octave de Méti, conjointement coroner, pour le district de Rimouski. Le docteur Desorey ayant juridiction sur la vallée de la Métapédia. 3413

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 9 août 1909, de nommer MM. Joseph Labbé, Joseph Poulin, Cyrille Poulin et Alphonse Cloutier, conseillers de la municipalité de la paroisse de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal. 3423

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires et syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 août courant 1909, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Beauce, Saint-Charles de Spaulding.—MM. Archelas Blais et Olivier Dostie, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Chicoutimi, canton Bourget.—M. Louis Brassard, en remplacement de M. Joseph Brassard, dont le terme d'office est expiré.

Saguenay, Pointe aux Anglais.—M. Majorique Dugas, en remplacement de M. Nérée Dugas, dont le terme d'office est expiré.

Ottawa, Eardley.—M. Thomas N. Jowsey, en remplacement de M. Joseph F. Lusk, dont le terme d'office est expiré.

Syndics d'écoles.

Lévis, Lévis.—M. John Brown, en remplacement de M. William McMillan, dont le terme d'office est expiré.

Ottawa, Maniwaki.—M. Joseph Bennet, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 3449

Proclamations

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du ROYAUME-UNI de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;"

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que dans et par
Procureur-Général. } un Acte du Parlement de
Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;"

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of July, 1909, to appoint the Honorable Jean Baptiste Romuald Fiset, a member of the senate of Canada and physician, of the town of Rimouski, Mr. Gustave Côté, physician, of Matane, Mr. Charles Arthur Desorey, physician, of Saint Octave de Metis, joint coroner for the district of Rimouski. Doctor Desorey having jurisdiction over the valley of the Metapédia. 3414

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 9th August, 1909, to appoint Messrs. Joseph Labbé, Joseph Poulin, Cyrille Poulin and Alphonse Cloutier, councillors of the municipality of the parish of l'Enfant Jesus, in the county of Beauce, under the provisions of article 341 of the municipal code. 3424

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointments of school commissioners and trustees.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of August instant, 1909, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Beauce, Saint Charles de Spaulding.—Messrs. Archelas Blais and Olivier Dostie, are continued in office, their term of office having expired.

Chicoutimi, township of Bourget.—Mr. Louis Brassard to replace Mr. Joseph Brassard, whose term of office has expired.

Saguenay, Pointe aux Anglais.—Mr. Majorique Dugas to replace Mr. Renée Dugas, whose term of office has expired.

Ottawa, Eardley.—Mr. Thomas N. Jowsey, to replace Mr. Joseph F. Lusk, whose term of office has expired.

School trustees.

Lévis, Lévis.—Mr. John Brown, to replace Mr. William McWilliam, whose term of office has expired.

Ottawa, Maniwaki.—Mr. Joseph Bennet, is continued in office, his term of office having expired. 3450

Proclamations

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, in and by an
Attorney General. } Act of the Parliament of
Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitulé : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes

Et attendu que Nous avons jugé à propos de modifier le canton Vallières, sis et situé dans le comté de Champlain, dans le district de Trois-Rivières, dans Notre Province de Québec.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons modifié, et par Notre présente Proclamation Royale modifions le canton Vallières sis et situé dans le dit comté de Champlain, dans le dit district de Québec, dans Notre dite Province de Québec, et délimité et décrit comme suit, dans et par le rapport de l'Honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton Vallières situé dans le comté de Champlain, sur la rive droite de la rivière Saint-Maurice, comprend, outre le territoire décrit dans la proclamation du 21 juillet 1868, érigant ce canton, tout le terrain compris entre le Saint-Maurice, la rivière au Lait et le prolongement, jusqu'au Saint-Maurice, de la limite primitive nord-ouest de ce canton.

Le canton Vallières est maintenant borné à l'est par la rive droite de la rivière Saint-Maurice, au sud-ouest par le canton Turcotte, et au nord-ouest par les terres vacantes de la Couronne, et son périmètre est maintenant comme suit, savoir :

Partant du poteau et de la borne de pierre plantés en 1861, par monsieur l'arpenteur A. Wallace, sur la rive droite de la rivière Saint-Maurice, et marquant le coin est du canton Turcotte et le coin sud du dit canton Vallières, la limite nord-est du dit canton Turcotte, telle qu'établie par le dit arpenteur A. Wallace, en 1861, sur la course nord quarante-cinq degrés ouest (N. 45° O.) astronomique, et sur une longueur de huit cent huit (808) chaînes, plus ou moins, jusqu'aux poteau et borne de pierre marquant le coin nord du dit canton Turcotte et le coin ouest du dit canton Vallières ; de là, la limite nord-ouest de ce dernier canton telle qu'établie par monsieur l'arpenteur E. J. Harkin, en 1888, sur la course nord quarante-cinq degrés est (N. 45° E.) astronomique, et sur une longueur de sept cent quatre-vingt (780) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la dite rive droite de la rivière Saint-Maurice ; de là enfin, cette rive, dans une direction générale sud, jusqu'au point de départ.

Le territoire contenu dans les limites ci-dessus décrites couvre une étendue de trente-deux mille (32,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTIEME jour du mois d'AOUT courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTIEME jour du mois d'AOUT courant, modifiant le canton Vallières, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant le dit canton tel que modifié par les présentes comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur

and bounds thereof And whereas We have thought fit to change the township Vallières, situate and being in the county of Champlain, in the district of Three Rivers, in Our Province of Quebec.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have changed, and by this Our Royal Proclamation, do change the township Vallières, situate and being in the said county Champlain, in the said district of Quebec, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Vallières situate in the county of Champlain, on the right bank of the river Saint Maurice, includes, besides the territory described in the proclamation of the 21st July, 1868, constituting this township, all the land comprised between the Saint Maurice, the river au Lait and the prolongation as far as the Saint Maurice, of the original north west boundary of this township.

The township Vallières is now bounded to the east by the right bank of the river Saint Maurice, to the south west by the township Turcotte and to the north west by the vacant Crown Lands and its perimetre is now as follows, to wit :

Starting from the post and the stone boundary planted by Mr. A. Wallace, surveyor, in 1861, on the right bank of the river Saint Maurice, and marking the last corner of the township Turcotte, and the south corner of the township Vallières, the north eastern limit of the said township Turcotte, as established by the surveyor A. Wallace, in 1861, on the north course forty five degrees west (N. 45° W.) astronomically, and on a length of eight hundred and eight chains, more or less, to the post and stone boundary marking the north corner of the said township Turcotte, and the west corner of the said township Vallières ; thence, the north west boundary of the latter township, as established by Mr. E. J. Harkin, the surveyor, in 1888, on the north course for five degrees east (N. 45° E.) astronomically, and on a length of seven hundred and eighty (780) chains, more or less, to the said right bank of the river Saint Maurice ; thence finally, this bank in a direction generally south, to the point of departure.

The territory contained in the limits herein above described cover an area of thirty two thousand (32,000) acres, more or less, as whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of AUGUST instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of AUGUST instant, changing the township Vallières, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming or other imperfections or omissions of or concerning the said township as changed by these presents.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight,

de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3415

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3416

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

2812

Avis du Gouvernement

La compagnie "Thorn Cement Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry James Robinson, de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 5 août 1909. 3401

La compagnie "Lumber Insurance Company of New-York" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Faustin.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. B. White, de Saint-Faustin.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 5 août 1909. 3403

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Vict., ch. XX, et 59 Vict., ch. XXI, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Bellechasse, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Nérée".

JEREMIE L. DECARIE,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 9 août 1909. 3427

Avis est par le présent donné que la compagnie "White Fireproof Construction Company" autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par son procureur, M. William Langley Bond, son agent principal à Montréal, en remplacement de M. Harold G. Eadie.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 9 août 1909. 3425

No 226.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 août courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Guigues, dans le comté de Pontiac, les lots ayant les numéros 1 et suivants jusqu'à 11 inclusivement des 8e et 9e rangs du canton de Guigues, et les lots ayant les Nos 59 et suivants jusqu'à 63 inclusivement des rangs 6 et 7 du canton Duhamel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Laverlochère et Baby, dans le même comté.

L'avis publié le 20 et le 27 février dernier, concernant cette annexion, est révoqué.

3451

Government Notice

"The Thorn Cement Company" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry James Robinson, of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Quebec, 5th August, 1909. 3402

The "Lumber Insurance Company of New-York" has been authorized to do business in the province of Quebec. The power conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Saint-Faustin.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J. B. White, of Saint-Faustin.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 5th August, 1909. 3404

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Vict., ch. XX, and 59 Vict., ch. XXI, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Bellechasse, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint-Nérée".

JEREMIE L. DECARIE,
Minister of Agriculture.

Quebec, 9th August, 1909. 3428

Notice is hereby given that the "White Fireproof Construction Company" authorized to carry on business in this province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. William Langley Bond, its principal agent at Montreal, to replace Mr. Harold G. Eadie.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 9th August, 1909. 3426

No. 226.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th day of August instant, 1909, to detach from the school municipality of Guigues, in the county of Pontiac, the lots bearing the numbers 1 and following up to 11 inclusively of the 8th and 9th ranges of the township of Guigues, and the lots Nos. 59 and following up to 63 inclusively of the 6th and 7th ranges of the township Duhamel, and to annex them to the school municipality of Laverlochère and Baby, in the same county.

The public notice of the 20th and 27th February last, respecting such annexation, is revoked.

3452

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 août 1909, constituant en corporation MM. Damase Welch, Eudore Demeule, Louis Odilon Simard, Elzéar Lafrance, Alfred Bouré, Lauréat Drolet, Joseph Gagnon et Joseph Bédard, boulangers, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir :

De promouvoir l'industrie et le commerce de boulangers, de les protéger, de les réunir pour obtenir ce but commun, sous le nom de "Les Patrons Boulangers de Québec Limitée," avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3445

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises ce jour, sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quinzième jour de juillet 1909, par lesquelles le capital total de "The Chaleurs Bay Mills" est augmenté de \$150,000.00 à \$300,000.00, le nouveau stock devant être divisé en quinze cents actions d'une piastre chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3295.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Pierre Gosselin, industriel, Louis Gosselin, industriel, Jean-Baptiste Gosselin, industriel, Elzéar Gagné, industriel, Adélard Boulet, industriel, tous de Saint-Maxime de Scott, pour les fins suivantes, savoir : fabriquer des meubles de tous genres et avec toutes matières susceptibles d'être employées à cette fin, acheter les matériaux nécessaires à la fabrication des meubles et vendre les dits meubles manufacturés. Faire généralement les travaux de menuiserie à l'intérieur ou à l'extérieur de tout édifice quelconque. Faire généralement le commerce du bois, du fer, généralement fabriquer le bois, le fer. Acquérir et posséder des terrains, des maisons, des manufactures, vendre des lots à bâtir, construire des maisons, les vendre. Faire le commerce en général et pour cela acquérir et posséder des magasins, les vendre, louer des meubles, des maisons, et tout édifice, et faire toute chose pour atteindre le but ci-dessus indiqué. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes. Payer en action ou actions libérées tout service rendu à la compagnie, et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "Scott Furniture Company", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Maxime de Scott.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3307.2

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of August, 1909, incorporating Messrs. Damase Welch, Eudore Demeule, Louis Odilon Simard, Elzéar Lafrance, Alfred Bouré, Lauréat Drolet, Joseph Gagnon and Joseph Bédard, bakers, of the city of Quebec, for the following purposes, to wit :

To promote the business and trade of bakers, to protect them and to unite them to obtain this common object, under the name of "Les Patrons Boulangers de Québec, Limitée," with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into two hundred (200) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, is in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3446

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters patent have been issued this day, under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1909, by which the capital stock of the "Chaleurs Bay Mills" is increased from the sum of \$150,000.00 to the sum of \$300,000.00, the new stock to be divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-sixth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3296

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1909, incorporating Messrs. Pierre Gosselin, manufacturer, Louis Gosselin, manufacturer, Jean-Baptiste Gosselin, manufacturer, Elzéar Gagné, manufacturer, Adélard Boulet, manufacturer, all of Saint-Maxime de Scott, for the following purposes, to wit : to manufacture furniture of all kinds and of all materials suitable to be used for this purpose, to purchase the materials necessary for the manufacture of furniture and to sell the said manufactured furniture. Generally to do the carpenters work either inside or outside of all buildings whatever. To carry on generally a business in lumber and iron, generally to manufacture the wood and iron. To acquire and possess lands, houses and factories, to sell building lots, build houses and sell them, to do business generally and for that purpose to acquire and possess store-houses and sell them, to lease moveables, houses and all buildings and to do every thing to attain the purposes above mentioned. To acquire the assets undertakings, moveable effects, contract or rights of a person or company carrying on a manufactory or doing a business which may be carried on or done by a company incorporated under this act, and to pay for the same by means of stock or shares paid up in whole or in part if it so desires, and to undertake the debts and charges attached thereto. To pay by paid up share or shares for all services to the company, and to do all business in connection therewith, under the name of the "Scott Furnishing Company", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be Saint-Maxime de Scott.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty-sixth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3308

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1909, constituant en corporation M.M. Joseph Alfred Morin et Fortunat Morin, marchands, de la ville de Saint-Louis, Anselme Morin, cultivateur, de Sainte-Claire, Philippe Bérubé, employé civil, de la cité de Montréal, et Alfred Cinq-Mars, avocat, de la ville Saint-Louis, dans les buts suivants, savoir :

Faire le commerce de provisions en général, le commerce d'épicerie, le commerce de viande et d'animaux, le commerce de lait et des produits du lait, des légumes, fleurs et autres végétaux.

L'achat et la vente en gros et en détail, la fabrication, l'exploitation, l'importation, l'exportation de tous effets des commerces ci-dessus mentionnés.

La fabrication de toutes machines ou instruments quelconques pouvant servir aux dits commerces, sous le nom de "The Park Provision Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Saint-Louis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3347-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1909, constituant en corporation M.M. David Drysdale, de la cité de Montréal, entrepreneur Douglas Baxter, de la cité de Trois-Rivières, marchand, Christopher John Baller, jr., de la cité de Québec, commerçant, Arnold Alexander Baxter, de la cité de Trois-Rivières, commis, et Frederick William Elkins, de la cité de Québec, commis dans les buts suivants : faire les affaires d'acheteurs et de revendeurs d'immeubles soit en les convertissant en lots à bâtir ou autrement, sous le nom de "Suburban Realty Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3361-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1909, constituant en corporation M.M. Ernest Eugène Cinq-Mars, journaliste, Marie R. Cinq-Mars, épouse de Ernest Eugène Cinq-Mars, et de ce dernier dûment autorisée, Ovi Desmarais, commis, Josaphat Larose, commis, de la cité d'Ottawa, et Wilfrid J. Wilson, négociant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Publier un ou plusieurs journaux, revues ou livres et de faire toutes sortes de travaux d'imprimerie et de reliure. Acheter, vendre et acquérir des journaux, revues ou livres, et faire le commerce et l'exploitation de l'imprimerie et de la reliure dans toutes ses branches.

Payer pour toute propriété achetée par la compagnie, ou pour le coût de construction de quelque partie du matériel ou des travaux de la compagnie ou pour services rendus, au moyen d'actions acquittées de la compagnie ou d'obligations de la compagnie, ou partie en actions et partie en obligations.

Faire tout ce qui sera nécessaire, utile ou avantageux pour l'accomplissement des fins de la compa-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seventh day of July, 1909, incorporating Messrs. Joseph Alfred Morin and Fortunat Morin, merchants, of the town of Saint Louis, Anselme Morin, farmer, of Sainte Claire, Philippe Bérubé, civil service *em-loyé*, of the city of Montreal, and Alfred Cinq-Mars, advocate, of the town of Saint Louis, for the following purposes, to wit :

To carry on a general provision business, the grocery business, the business in meat and cattle, the business in milk and the products of milk, in vegetables, flowers and other plants.

The purchase and sale by wholesale and retail, the manufacture, cultivation, importation and exportation of all goods of the business above mentioned.

The manufacture of all machines and implements whatever of use in the said business, under the name of "The Park Provision Company" with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Saint Louis.

Dated at the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3348

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth day of July, 1909, incorporating Messrs. David Drysdale, of the city of Montreal, contractor, Douglas Baxter, of the city of Three Rivers, merchant, Christopher John Baller, jr., of the city of Québec, trader, Arnold Alexander Baxter, of the city of Three Rivers, clerk, and Frederick William Elkins, of the city of Québec, clerk, for the following purposes : to engage in the business of buying and reselling real estate whether by converting the same into building lots or otherwise, under the name of "Suburban Realty Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty ninth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3362

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth day of July, 1909, incorporating Messrs. Ernest Eugène Cinq-Mars, journalist, Marie R. Cinq-Mars, wife of Ernest Eugène Cinq-Mars, and by the latter duly authorized, Ovi Desmarais, clerk, Josaphat Larose, clerk, of the city of Ottawa, and Wilfrid J. Wilson, trader of the city of Montreal, for the following purposes, to wit :

To publish one or more papers, revues or books and to do all kinds of works in printing and binding, to sell and to acquire papers revues and books and to carry on the business and work of printing and binding in all its branches.

To pay for all property purchased by the company, or for the cost of construction of any part of the material or of the works of the company, or for services rendered, by means of paid of shares of the company or by bonds of the company, or partly in shares and partly in bonds.

To do every thing which will be necessary useful or advantageous for accomplishing the purposes of

guie, ou pour atteindre les objets énumérés, sous le nom de "La Compagnie de Publication Le Spectateur", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cent cinquante actions (250) de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3363-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Vilmaire Fournier, rentier, de Saint-Valère, Charles Milot, marchand, de Sainte-Monique, Edmond Garon, marchand, de Saint-Grégoire, révérend P. Félix Pratte, curé, de Sainte-Hélène, Evariste Pratte, marchand, de Saint-Wenceslas, Alexandre Gaudet, marchand, de Sainte-Eulalie, Adolphe Nazaire Pratte, marchand, de Annville, dans les buts suivants, savoir :

Etablir, acquérir, mettre en opération un système de téléphone dans les comtés de Nicolet, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Mégantic et Lotbinière. Des lignes de téléphones, bureaux et boîtes doivent être acceptés à compte d'actions, sous le nom de "Compagnie de téléphone de Nicolet", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera à Annville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3385-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Henry Joseph et Horace Joseph, agents d'immeubles, Albert J. Brown, avocat et conseil en loi du Roi, Rennie O. McMurtry, avocat, et Francis G. Bush, teneur de livres, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires en général d'agents d'immeubles, y compris l'achat, la vente et la gestion de propriétés et successions, et aussi le loyer de propriétés et perception de rentes, le tout pour une commission ou autre rémunération ;

Faire des ventes à l'enchère de meubles et immeubles, sujettes aux lois des licences de la province de Québec et de la cité de Montréal ;

Faire les affaires de courtiers et agents d'assurance ;

Négocier des prêts et placements ;

Agir comme agents en général ;

Faire toutes autres choses de même nature ou y ayant rapport et en général faire toutes choses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "H. Joseph & Co. Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3349-2

Secrétaire de la province.

the company or to attain the objects set for it under the name of "La Compagnie de Publication Le Spectateur," with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the province, will be at Hull.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty ninth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3364

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1909, incorporating Messrs. Vilmaire Fournier, gentleman, of Saint Valère, Charles Milot, merchant, of Sainte Monique, Edmond Garon, merchant, of Saint Grégoire, Reverend P. Félix Pratte, priest, of Sainte Hélène, Evariste Pratte, merchant, of Saint Wenceslas, Alexandre Gaudet, merchant, of Sainte Eulalie, Adolphe Nazaire Pratte, merchant, of Annville, for the following purposes to wit :

To establish, acquire and put into operation a telephone system in the counties of Nicolet, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Megantic and Lotbinières. Telephone lines, offices and boxes must be accepted on account of shares under the name of the "Compagnie de Téléphone de Nicolet", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be Annville.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3386

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1909, incorporating Messrs. Henry Joseph and Horace Joseph, real estate agents, Albert J. Brown, a advocate and King's Counsel, Rennie O. McMurtry, advocate, and Francis G. Bush, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To carry on the business of real estate agents generally, including buying, selling and managing properties and estates, also renting properties and collecting rents, the whole for a commission or other remuneration ;

To hold auction sales of moveable and immovable properties, subjects to the license laws of the province of Quebec and the city of Montreal ;

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents ;

To negotiate loans and investments ;

To act as agents generally ;

To do any other business of a like nature or incidental to those enumerated herein, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "H. Joseph & Co., Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty eighth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

3350

Provincial Secretary

CONCESSION DE PERMIS DE COUPE DE BOIS.

Le ministre des terres et forêts recevra, jusqu'au 12 octobre prochain, des soumissions pour permis de coupe de bois sur les terres publiques ci-après décrites, situées le long de la ligne de chemin de fer National Transcontinental.

Chaque soumission doit mentionner, pour chaque terrain, le droit que l'on entend payer : (1) par mille pieds mesure de planche, en outre de \$3, pour les billots de sciage d'épinette, de sapin, de cèdre, de bouleau et de peuplier, et, en outre de \$5, pour les billots de sciage de pin et d'autre espèce ; (2) par pied cube, en outre de 5 cents, pour le bois équarri ou méplat ; et (3) par dormant de chemin de fer, en outre de 5 cents.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté du montant de \$500, pour chaque bloc de terrain, sur la liste ci-après. Ce dépôt sera retenu, pour être confisqué, si le concessionnaire du permis refuse de le prendre, ou si, l'ayant pris, il refuse d'en remplir les conditions.

Les permis seront sujets aux lois et règlements des bois présents et à venir, compatibles avec les dispositions spéciales ici mentionnées. Ils expirent le premier mai 1914, et ne seront pas renouvelables. Ils sont sujets à une rente foncière annuelle de \$5 par mille carré, payable premièrement lors de l'émission du permis, et ensuite, le premier septembre de chaque année.

La coupe du bois devra se faire économiquement et sous la direction du département des terres et forêts. Il est défendu d'abattre aucun arbre de moins de 10 pouces de diamètre à la souche, mesure prise à trois pieds du sol, et tout bois qui peut être utilisé sera chargé de droits, même s'il n'en est pas disposé.

Tout le bois devra être manufacturé au Canada.

Les concessionnaires devront, suivant la loi, prendre les mesures requises pour prévenir et combattre les incendies.

Le ministre ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Le plan des terrains est déposé au département des terres et forêts, à Québec, et aux bureaux des bois de Hull, de Montréal et de Trois-Rivières.

JULES ALLARD,

Ministre des Terres et Forêts.

Département des Terres et Forêts.

Québec, 24 juillet 1909.

Listes des terres publiques le long de la ligne du chemin de fer du Transcontinental.

Comprenant Nos 1 à 9 inclusivement à l'est de la ligne frontière, entre Ontario et Québec.

Nos 1 à 17 inclusivement à l'ouest de Weymontachingue.

Est de la ligne frontière.

No 1, 18 milles.
No 2, 16 "
No 3, 25 "
No 4, 19 "
No 5, 26 "
No 6, 22 "
No 7, 18½ "
No 8, 17½ "
No 9, 21½ "

183½ milles.

A l'ouest de Weymontachingue.

No 1, 11 milles.
No 2, 17 "
No 3, 18½ "
No 4, 19 "
No 5, 14 "
No 6, 13 "
No 7, 17½ "

GRANT OF PERMITS TO CUT TIMBER.

Tenders will be received by Minister of Lands and Forests, up to the 12th of October next, for permission to cut timber on the public lands hereinafter described, situated along the line of National Transcontinental Railway.

Each tender to mention, for each land, the amount which the tenderer is prepared to pay : (1) per thousand feet board measure, in addition to \$3, for spruce, balsam, cedar, white birch and poplar saw logs, and, in addition to \$5, for pine saw logs and other varieties ; (2) per cubic foot, in addition to 5 cents, for square and waney timber ; and (3) per railway tie, in addition to 5 cents.

Each tender to be accompanied by a marked cheque for the amount of \$500 for each block. Such deposit to be retained and forfeited if the grantee declines to accept the permit, or if, having taken same, he fails to comply with the conditions thereof.

Permits to be subject to the timber laws and regulations now existing or to be enacted in future, consistent with the special conditions herein mentioned. They will expire on the 1st of May, 1914, and not be renewable. They are subject to an annual ground rent of \$5 per square mile, payable first on the issuing of the permit, and then, on the 1st of September each year.

The cutting of the timber shall be done in an economical manner and in accordance with the directions of the Department of Lands and Forests. It is forbidden to cut trees of a less diameter than 10 inches on the stump, measured three feet from the ground, and any timber which in the opinion of this Department may be utilized shall pay dues, if left in the bush uncut or unhailed.

All timber to be manufactured in Canada.

The grantees shall, according to law, take the necessary steps to prevent and extinguish fires.

The Minister does not bind himself to accept the highest or any tender.

Plans of the lands may be seen at the Department and at the Crown timber offices, in Hull, Montreal and Three Rivers.

JULES ALLARD,

Minister of Lands and Forests.

Department of Lands and Forests,

Quebec, 24th July, 1909.

List of timber berths along the line of the Transcontinental Railway.

Comprising Nos. 1 to 9 inclusive east of the boundary line between Ontario and Quebec.

Nos. 1 to 17 inclusive west of Weymontachingue.

East of the boundary line.

No. 1, 18 milles.
No. 2, 16 "
No. 3, 25 "
No. 4, 19 "
No. 5, 26 "
No. 6, 22 "
No. 7, 18½ "
No. 8, 17½ "
No. 9, 21½ "

183½ milles.

West of Weymontachingue

No. 1, 11 milles.
No. 2, 17 "
No. 3, 18½ "
No. 4, 19 "
No. 5, 14 "
No. 6, 13 "
No. 7, 17½ "

No 8, 18 milles.
 No 9, 16½ "
 No 10, 17 "
 No 11, 18 "
 No 12, 17½ "
 No 13, 18 "
 No 14, 16½ "
 No 15, 19 "
 No 16, 19 "
 No 17, 18 "

289½ milles.

A l'est de la ligne frontière.

Bloc A, 8½ milles.
 Bloc B, 3½ "
 Bloc C, 9 "
 Bloc D, 3½ "
 Bloc E, 1½ "
 Bloc F, 9 "

35 milles.

3235-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des

No. 8, 18 miles.
 No. 9, 16½ "
 No. 10, 17 "
 No. 11, 18 "
 No. 12, 17½ "
 No. 13, 18 "
 No. 14, 16½ "
 No. 15, 19 "
 No. 16, 19 "
 No. 17, 18 "

289½ miles.

East of boundary line.

Block A, 8½ miles.
 Block B, 3½ "
 Block C, 9 "
 Block D, 3½ "
 Block E, 1½ "
 Block F, 9 "

35 miles.

3236

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60 — The expenses and costs attending private

bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

3311

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. C.

3312

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], si avant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été prouvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leur frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

3313

Avis Divers

Canada,
Province de Québec, }
District d'Arthabaska. }

Règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de la "The B. & A. Asbestos Company".

Résolu :

Proposé par P. E. Beaudoin, et appuyé par J.

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

3314

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec, }
District of Arthabaska. }

By-law decreeing the increase of the number directors of "The B. & A. Asbestos Company.

Resolved :

Moved by P. E. Beaudoin, and seconded by J. E.

G. Audet, qu'il est expédient d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence la "The B. & A. Asbestos Company" décrète ce qui suit par ce règlement No 2.

Le nombre des directeurs de la "The B. & A. Asbestos Company" est par le présent fixé à six.

Daté à Saint-Anselme, ce 20^e jour de juillet A. D., 1909.

J. A. BEGIN,
Président de "The B. & A. Asbestos Company."

Je soussigné, secrétaire de "The B. & A. Asbestos Company", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie a été adopté par le bureau de direction de cette compagnie, le vingt juillet mil neuf cent neuf, et a été soumis le même jour et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

J. A. E. AUDET,
Secrétaire de "The B. & A. Asbestos Company".

Daté à Thetford, ce 31^e jour de juillet 1909. 3485

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1000.

Dame Virginie Desbiens, épouse de Wilfrid Mongeau, entrepreneur, de la cité de Montréal, dit district, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 juillet 1909.

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 août 1909. 3421

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
N 2632.

Dame Emélie St. Onge, de la ville de Dorval, district de Montréal, épouse commune en biens de David Rousse, boucher, du même lieu, autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David Rousse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 juillet 1909.

LAVALLEE & DELFAUSSE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 août 1909. 3457

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1509.

Dame Marie Adeline Flore Amélie Bourassa, épouse commune en biens de François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, commerçant, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. E. MATHIEU,
Avocat de la dite Dame Bourassa.
Montréal, 8 juin 1909. 3447

Canada, }
Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5047.

Dame Marie Louise Chicoine, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Noé Bonin, du même lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 28 juillet 1909. 3279-2

Audet, that it is expedient to increase the number of directors.

In consequence "The B. & A. Asbestos Company", by this by-law No. 2, decrees as follows :

The number of the directors of "The B. & A. Asbestos Company" is by these presents fixed at six.

Dated at Saint Anselme, this 20th day of July, A. D., 1909.

J. A. BEGIN,
President of "B. & A. Asbestos Company."

I, the undersigned, secretary of "The B. & A. Asbestos Company", certify by these presents that the above by law, increasing the number of the directors of the said company was adopted by the board of direction of this company, on the twentieth of July, one thousand nine hundred and nine, and was submitted the same day and approved by the vote of the shareholders representing the two thirds in value of the capital at a special general meeting duly called for that purpose.

J. A. E. AUDET,
Secretary of "The B. & A. Asbestos Company".

Dated at Thetford, this 20th day of July, A. D., 1909. 3486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1000.

Dame Virginie Desbiens, wife of Wilfrid Mongeau, contractor, of the city of Montreal, said district, Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Mongeau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 29th July, 1909.

CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th August, 1909. 3422

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2632.

Dame Emélie St. Onge, of the town of Dorval, district of Montreal, wife common as to property of David Rousse, butcher, of the same place, duly authorised to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said David Rousse, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th of July, 1909.

LAVALLEE & DELFAUSSE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th August, 1909. 3458

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1509.

Dame Marie Adeline Flore Amélie Bourassa, wife common as to property of François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, trader, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. E. MATHIEU,
Attorney for the said Dame Bourassa.
Montreal, 8th July, 1909. 3448

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5047.

Dame Marie Louise Chicoine, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Noé Bonin, of the same place.

T. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 28th July, 1909. 3280

Cour Supérieure.—Kamouraska.

No 4023

Dame Maria Lebel, de Saint-Eleuthère, a institué le 21 juillet 1908, une action en séparation de biens contre son époux, Apolinaire alias Paul Rousseau, du même lieu.

E. H. CIMON,

3341-2 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }
No 271.

Dame Georgiane Roger, épouse d'Alphonse Laroché, de la ville d'Arthabaska, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

WALSH & POISSON,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 2 août 1909. 3369-2

Avis est par le présent donné que Dame Marie Pomela Tremblay, épouse commune en biens d'Alfred Renaud, de La Petite Rivière Saint-François, dans le comté de Charlevoix, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, dans la cour supérieure, dans le district de Saguenay.

F. MURPHY,

Procureur de la demanderesse.

Malbaie, 26 juillet 1909 3225-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2594.

Dame Annie Laurie Downing, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Noël Beauregard, hôtelier, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Noël Beauregard, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.

GAUTHIER & BEAUREGARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 juillet 1909. 3255-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 270.

Dame Elise Gauvin, du canton de Compton, épouse commune en biens de Pierre Robert, boucher et cultivateur, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, et dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure de ce district, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Robert, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit époux.

M. O'BREADY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, Qué., 15 juillet 1909. 3213-4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1000.

Dame Virginie Debien, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Mongeau, entrepreneur général, du même lieu, et judiciairement autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

CODERRE & CODERRE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 juillet 1909. 3305-2

Superior Court.—Kamouraska.

No. 4023.

Dame Maria Lebel, of Saint Eleuthère, has instituted on the 21st of July, 1908, an action of separation as to property against his husband, Apolinaire alias Paul Rousseau, of the said place.

E. H. CIMON,

3342 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
No. 271.

Dame Georgiane Roger, wife of Alphonse Laroché, of the town of Arthabaska, farmer, duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WALSH & POISSON,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 2nd August, 1909. 3370

Notice is hereby given that Dame Marie Pomela Tremblay, wife common as to property of Alfred Renaud, of "La Petite Rivière Saint François", in the county of Charlevoix, has instituted an action of separation as to property against her said husband, in the superior court, to the district of Saguenay.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.

Murray Bay, 26th July, 1909. 3226

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2594.

Dame Annie Laurie Downing, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Noël Beauregard, hotelkeeper, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Noël Beauregard, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff.

GAUTHIER & BEAUREGARD,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 20th July, 1909. 3256

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 270.

Dame Elise Gauvin, of the township of Compton, wife common as to property of Pierre Robert, butcher and farmer, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, and duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court of such district, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Robert, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against her husband.

M. O'BREADY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., 14th July, 1909. 3214

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1000.

Dame Virginie Debien, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Mongeau, contractor, of the same place, and judicially authorized à ester en justice, for the present purposes, Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Mongeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

CODERRE & CODERRE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th July, 1909. 3306

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
No 2365.
Philomène Charron, épouse de Magloire Diotte,
commerçant, du canton Low, district d'Ottawa,
Demanderesse ;
vs
Le dit Magloire Diotte, Défendeur.
La demanderesse a intenté une action en séparation
de biens contre le défendeur, ce jourd'hui.
T. P. FORAN.
Procureur du demandeur.
Hull, 10 juin 1909. 3041-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 920.
Dame Marie-Louise Pichette, épouse commune en
biens de Louis Gladu, plombier, de la ville de
Saint-Louis, district de Montréal,
Demanderesse ;
vs
Le dit Louis Gladu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, par la demanderesse, dûment autorisée.
DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 juillet 1909. 3081-5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 247.
Dame Adèle Boulé, de la ville de Thetford Mines,
épouse commune en biens de Joseph Gédéon Ver-
mette, marchand, de la même place, et dûment
autorisée à ester en justice, a, le 17e jour de juillet
1909, poursuivi en cette cause son dit mari en sépa-
ration de biens.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 28 juillet 1909. 3285-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2867.
Clémentine Nadon, épouse commune en biens de
Joseph Clément Elzéar Hubert, tailleur, tous
deux de la cité de Montréal, dans le district de
Montréal, et la dite Clémentine Nadon, autorisée
judiciairement à ester en justice pour les fins des
présentes,
Demanderesse ;
vs
Le dit Joseph C. E. Hubert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
instituée par la demanderesse contre le défendeur.

RAINVILLE, GERVAIS &
RAINVILLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 juillet 1909. 3387-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—Arthabaska.
No 234.
In re Dame Marie Eliza Fortier, veuve d'Antoine
Paradis, du village de Plessisville,
Insolvable.
Avis vous est par les présentes donné que la dite
Dame Paradis a fait cession de ses biens le 4 août
courant, pour le bénéfice de ses créanciers, au
bureau du protonotaire de la cour supérieure du
district d'Arthabaska, conformément à la loi.
WM. R. MICHAUD,
Gardien provisoire.
Bureau : Plessisville, comté d'Arthabaska.
Arthabaska, 4 août 1909. 3417

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 2365.
Philomène Charron, wife of Magloire Diotte, of
the township of Low, district of Ottawa, trader,
Plaintiff ;
vs
The said Magloire Diotte, Defendant.
Plaintiff hath, this day, institute an action for
separation of property against defendant.
T. P. FORAN,
Attorney for plaintiff.
Hull, 10th June, 1909. 3042

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 920.
Dame Marie Louise Pichette, wife common as to
property of Louis Gladu, plumber, of town Saint-
Louis, district of Montreal,
Plaintiff ;
vs
The said Louis Gladu, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted this day, by the plaintiff, duly authorized.
DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th July, 1909. 3082

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 247.
Dame Adèle Boulé, of Thetford Mines, district of
Arthabaska, wife common as to property of Joseph
Gédéon Vermette, merchant, of the same place,
has, this 17th day of July, 1909, instituted in this
case against her husband an action for separation
as to property.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 28th July, 1909. 3286

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2867.
Clémentine Nadon, wife common as to property of
Joseph Clément Elzéar Hubert, taylor, both of
the city of Montreal, in the district of Montreal,
and the said Clémentine Nadon, duly authorized
judicially to ester en justice for the purposes of
these presents,
Plaintiff ;
vs
The said Joseph C. E. Hubert, Defendant.
An action in separation of property has been,
this day, instituted by the plaintiff against the
defendant.

RAINVILLE, GERVAIS &
RAINVILLE,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 15th July, 1909. 3388

Bankrupt Notices

In the Superior Court.—Arthabaska.
No. 234.
In re Dame Marie Eliza Fortier, widow of the late
Antoine Paradis, of the village of Plessisville,
Insolvent.
Notice is hereby given that the said Dame Paradis
has made a judicial assignment of her property for
the benefit of her creditors, at the office of the
prothonotary for the superior court of the district
of Arthabaska, according to law.
WM. R. MICHAUD,
Provisional guardian.
Office : Plessisville, county of Arthabaska.
Arthabaska, 4th August, 1909. 3418

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

In re Adolphe Desilet, épicier, Insolvable.

Avis vous est donné que, le neuvième jour d'août 1909, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal. 3429

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

In re A. Moisan & Cie, marchands, Insolubles.

Avis vous est donné que, le neuvième jour d'août 1909, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal. 3431

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Bedford. }
 No. 193.

In re Louis Vineberg, ci-devant du village de Granby, district de Bedford, commerçant, maintenant absent de cette province, en lieux inconnus, Débiteur insolvable

Avis est par le présent donné que, le deuxième jour d'août 1909, le soussigné, Wolff Simon, des cité et district de Montréal, manufacturier, a été nommé gardien provisoire des biens et effets du dit débiteur insolvable, lequel, à cette date était commerçant, a cessé ses paiements et a laissé la province de Québec. La dite nomination ayant été faite en vertu de l'article 868 et les articles suivants du code de procédure.

WOLFF SIMON,
 Gardien provisoire.

13, Saint-George, Montréal.
 Sweetsburg, 2 août 1909. 3419

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

In re L. A. Bergeron, épicier, de Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, 55, Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le premier de septembre 1909.

Toute contestation à ce dividende doit nous être produite avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureaux de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal. 3465

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 No. 121.

Dans l'affaire de "Murphy & Son", W. H. Murphy, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 9^e jour d'août 1909, par ordre de la cour supérieure, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In re Adolphe Desilet, grocer, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the ninth day of August, 1909, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal. 3430

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In re A. Moisan & Co., merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the ninth day of August, 1909, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal. 3432

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Bedford. }
 No. 193.

In re Louis Vineberg, heretofore of the village of Granby, in the district of Bedford, trader, now absent from the said province, in parts unknown, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that, on the 2nd day of August, 1909, the undersigned, Wolff Simon, of the city and district of Montreal, manufacturer, was named and appointed provisional guardian to the property and estate of the said insolvent debtor, who, on that date was a trader, who had ceased his payments and had left the province of Quebec. Said appointment being made in virtue of article 868 and following of the code of procedure.

WOLFF SIMON,
 Provisional guardian.

13, Saint George street, Montreal.
 Sweetsburg, 2nd August, 1909. 3420

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In re L. A. Bergeron, grocer, of Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, 55, Saint-François-Xavier, Montreal, on or after the first of September, 1909.

Any contestation to above dividend must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal. 3466

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 121.

In the matter of "Murphy & Son", W. H. Murphy, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th day of August, 1909, by an order of the superior court, the undersigned was appointed curator of the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Les réclamations, dûment attestées, sous serment doivent être déposées devant moi sous 30 jours de cet avis.

ROBERT MILLER,
Curateur.

Shannon & Miller,
Comptables licenciés.
51, Commercial Union Bldg.,
232, rue Saint-Jacques.
Montréal, 11 août 1909. 3479

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de David Rousse, boucher, de la ville
Dorval, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11
août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du
dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire de-
vant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 11 août 1909. 3467

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Edmond Tremblay, restaurateur,
de Montréal, Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende est préparé et
sera payable à mon bureau, le et après le deuxième
jour de septembre 1909, le et après lequel jour les
collocations seront payables à mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 août 1909. 3461

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re Frank Brophy, hôtelier, de la cité de Mont-
réal, Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende est préparé et
sera payable à mon bureau, le et après le 3e jour
de septembre 1909, après lequel jour les colloca-
tions seront payables.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 août 1909. 3459

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de B. Taylor, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 10e jour
d'août 1909, nous avons été nommés curateurs con-
joints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
le dit failli sont requises de les produire, dûment
attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 10 août 1909. 3453

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }
No 3935.

Dame A. Pineault, Requérent cession ;

vs
Lepage & Lavoie, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 7 août 1909,
par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux
biens des dits Lepage & Lavoie, qui ont fait ces-

Sworn claims must be filed with me within 30th
days from this notice.

ROBERT MILLER,
Curator.

Shannon & Miller,
Chartered accountants,
51, Commercial Union Bldg.,
232, Saint James street.
Montreal, 11th August, 1909. 3480

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of David Rousse, butcher, of the
town of Dorval, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated the 11th
August, 1909, I have been appointed curator to the
property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 11th August, 1909. 3468

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Montreal }
In the matter of Edmond Tremblay, keeper of a
restaurant, of Montreal, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter, and
will be payable at my office, on and after the 2nd
day of September, 1909, on and after which day
collocations will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 11th August, 1909. 3462

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Frank Brophy, hotelkeeper, of the city of
Montreal, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared and will be payable
at my office, on and after the 3rd day of Septem-
ber, 1909, after which day the collocations will
be payable.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame East, Montreal.
Montreal, 11th August, 1909. 3460

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of B. Taylor, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of
August, 1909, we were appointed joint curators to
the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent
are requested to file same, duly attested under
oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 10th August, 1909. 3454

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }
No. 3935.

Mrs. A. Pineault, Requesting cession ;

vs
Lepage & Lavoie, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 7th day of
August, 1909, by order of the court, I was appoint-
ed curator to the property of the said Lepage &

sion de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à trente jours.

TURIBE BELZIL, N. P.,
Curateur.
3441

Rimouski, 7 août 1909.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 957.

Dans l'affaire de Lachance & Grenier,
Débiteurs insolubles ;
et

Marie Hélène Bégin,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

JOS. BEAULIEU & CIE.
Gardiens provisoires.

Jos. Beaulieu & Cie, marchands de cuir,
480, rue Saint-Valier.
Québec, 7 août 1909. 3433

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de "Guarantee Hat & Cap Mfg. Co.,"
Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 10^e jour d'août 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie, sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 10 août 1909. 3439

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Adélard Brodeur, de Saint-Hugues, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, à moins de contestation jusqu'au premier septembre prochain, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau du sousigné, au village de Saint-Hugues.

WILFRID MELANÇON,
Curateur.
3455

Saint-Hugues, 9 août 1909.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de H. L. Desaulniers, commerçant, de Montréal, Insoluble.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insoluble.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes Montréal.
Montréal, 9 août 1909. 3469

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Nap. Malo, marchand de chaussures, de Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le 9^e jour d'août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Lavoie, who have made a judicial abandonment of all assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed within a month.

TURIBE BELZIL, N. P.,
Curator.
3442

Rimouski, 7th August, 1909.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No 957.

In the matter of Lachance & Grenier,
Insolvent debtors ;
and

Marie Hélène Bégin,

Creditor demanding assignment.

Notice is hereby given that the above named debtors have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Quebec.

JOS. BEAULIEU & CIE,
Provisional guardians.

Jos. Beaulieu & Co., leader merchants.
480, Saint Valier street.
Quebec, 7th August, 1909. 3434

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Guarantee Hat & Cap Mfg. Co.,
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of August, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 10th August, 1909. 3440

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*

In the matter of Adélard Brodeur, of Saint-Hugues, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the first of September next, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned, at the village of Saint-Hugues.

WILFRID MELANÇON,
Curator.
3456

Saint-Hugues, 9th August, 1909.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of H. L. Desaulniers, trader, of Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 30th day of July, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate must file them with me within thirty days from this date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes Montreal.
Montreal, 9th August, 1909. 3470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Nap. Malo, boot and shoe merchant, of Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, on the 9th day of August 1909, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his said property for the benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau d'ici à trente jours afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 août 1909.

3463

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alphée E. Marquis, de la ville de Waterloo, dite province de Québec,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district.

J. M. BOURGEOIS,

Gardien provisoire.

Waterloo, Q., 9 août 1909.

3483

Avis

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. }
In re "The Mount-Royal Box & Lumber Manufacturing Company (Limited)",

En liquidation volontaire.

Avis vous est donné qu'à une assemblée des actionnaires de la compagnie dite "The Mount-Royal Box & Lumber Manufacturing Company (Limited)", tenue à Montréal, au bureau principal de la compagnie, le 29 juillet dernier (1909), la résolution suivante a été passée :

Sur proposition de M. J. P. Abel, appuyé par M. A. E. Fortin, il est

Résolu à l'unanimité :

1° Que les affaires de cette compagnie soient liquidées volontairement et qu'elle soit dissoute suivant les dispositions de la loi à cette fin ;

2° Que M. Albini Racine, comptable, de Montréal, soit nommé seul liquidateur des biens de la compagnie.

Et je vous donne cet avis conformément à l'article 4780 des statuts refondus de la province de Québec.

A. RACINE,

Liquidateur.

Montréal, 7 août 1909.

3435

Ventes par encan

District de Québec.—Cour Supérieure.

In re Théodore Goulet, de Saint-Ambroise, Jeune Lorette, entrepreneur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date de ce jour, je procéderai, à la vente à l'encan, au bureau de A. Taschereau, écuier, 81, rue Saint-Pierre, Québec, le 19 août 1909, à onze heures A. M., des immeubles délaissés par l'insolvable, savoir :

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Ambroise, Jeune Lorette, étant partie du lot No 513, du cadastre officiel pour la dite paroisse—avec maison.

Un autre lopin de terre étant partie du lot No 513, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise, Jeune Lorette—avec shed.

Un autre lopin de terre étant partie du lot No 19 B, subdivision du lot No 270, du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Ambroise, Jeune Lorette,

Claims should be filed at my office within thirty days from this date to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 11th August, 1909.

3464

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

In the matter of Alphée E. Marquis of the town of Waterloo, in the said province of Quebec,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for this district.

J. M. BOUGEOIS,

Provisional guardian.

Waterloo, Q., 9th August, 1909.

3484

Notice

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. }
In re The Mount Royal Box & Lumber Manufacturing Company, (Limited).

In voluntarily liquidation.

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of the company named "The Mount Royal Box and Lumber Manufacturing Company (Limited)", held at Montreal, at the chief office of the company, on the 29th of July last (1909), the following resolution was passed :

Moved by Mr. J. P. Abel, seconded by Mr. A. E. Fortin, and

Unanimously resolved :

1. That the affairs of this company be liquidated voluntarily, and that it be dissolved pursuant to the provisions of the law to this effect.

2. That Mr. Albini Racine, accountant, of Montreal, be appointed sole liquidator of the estate of the said company.

And I give you this notice in conformity with article 4780 of the revised statutes of the province of Québec.

A. RACINE,

Liquidator.

Montreal, 7th August, 1909.

3436

Auction Sales

District of Quebec.—Superior Court.

In re Théodore Goulet, of Saint Ambroise, Jeune Lorette, contractor.

Notice is hereby given that in conformity with a judgment of this court, rendered this day, I will sell by auction, at the office of A. Taschereau, esq., 81, Peter street, Quebec, on the 19th day of August, 1909, at eleven o'clock A. M., the immoveable properties abandoned by said insolvent, to wit :

A lot of land situated in the parish of Saint Ambroise, Jeune Lorette, being part of lot No. 513, of the official cadaster for said parish—with building.

Another lot of land situate in same parish, being the other part of lot No. 513, of the official cadaster for said parish—with sheds.

Another lot of land being part of lot No. 19-B, subdivision of lot No. 270, of the official cadaster for the parish of Saint Ambroise, Jeune Lorette,

0 x 190 pds, lesquels trois lots appartenant au dit T. Goulet.

A. FAUCHER,
Curateur.
3283-2

Québec, 20 juillet 1909.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JEAN BAPTISTE
No 424. } LETELLIER, De-
mandeur ; contre P. LOUIS LEFEVRE, Défendeur.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Bulstrode, comme étant la moitié est du lot numéro deux cent soixant-cinq (265)—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Saint-Rosaire, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 10 août 1909, 3443
[Première publication, 14 août 1909.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Québec.

Montmagny, à savoir : } EUGENE BERNIER,
No 974. } rentier, de la ville de
Limoilou, Demandeur ; contre JOSEPH THIBAUT, journalier, du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé dans le deuxième rang de la paroisse de L'Islet, dans le comté de L'Islet, contenant environ un demi arpent de front sur environ un arpent de profondeur ; borné au sud par un chemin public, à l'ouest par François Fournier, au nord à Joseph Journeau, à l'est par Esdras Bernier, le dit terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de L'Islet, comme faisant partie du numéro quatre cent soixante-sept (467)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, comté de L'Islet, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1909, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 10 août 1909, 3437
[Première publication, 14 août 1909.]

60 x 190 feet. Said three lots belonging to said T. Goulet.

A. FAUCHER,
Curator.
3284

Québec, 20th July, 1909.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JEAN BAPTISTE
No. 424. } LETELLIER, Plaintiff ;
against P. LOUIS LEFEVRE, Defendant.

A piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Bulstrode, as being the east half of lot number two hundred and sixty five (265)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Saint Rosaire, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 10th August, 1909, 3444
[First published, 14th August, 1909.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.

Montmagny, to wit : } EUGENE BERNIER,
No. 974. } gentleman, of the town
of Limoilou, Plaintiff ; against JOSEPH THIBAUT, laborer, of the same place, Defendant.

A piece of land situate in the second range of the parish of L'Islet, in the county of L'Islet, containing about half an arpent in front by about an arpent in depth ; bounded on the south by a public road, on the west by François Fournier, on the north by Joseph Journeau, and to the east by Esdras Bernier, the said piece of land known and distinguished on the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of L'Islet, as forming part of the number four hundred and sixty seven (467),—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Eugene, county of L'Islet, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Shérif.
Montmagny, 10th August, 1909, 3438
[First published, 14th August 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **SCAR SAUVÉ**, comptable, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **L. A. CHARBONNEAU**, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro cent trente-neuf, de la subdivision du lot officiel numéro cinq, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le district de Montréal, le dit lot faisant front sur la rue Dufferin—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **SEIZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 11 août 1909. 3471
[Première publication, 14 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME ROSE DELIMA** No 2769. } **DEROME**, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de **L. G. Gédéon Béliveau**, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **AUGUSTE LESSARD** et **DAME ANAÏS LESSARD**, veuve de **François Picard**, tous deux de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quarante et un, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-deux (22-41), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant deux mille sept cent cinq pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins—avec maison portant les numéros civiques 169, 171 et 173, de la rue Valois, dessus construites, avec droit de passage à perpétuité en commun avec tous les autres dans la ruelle en arrière, aux charges ordinaires d'entretien et avec droit de mitoyenneté dans les murs de division du côté nord-ouest et du côté sud-est de la dite maison et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif. Député shérif
Montréal, 11 août 1909. 3475
[Première publication, 14 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGE HECTOR** No 2820. } **MUNRO**, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "**Munro Bros**", Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME MARGARET CAINS**, du même lieu, veuve de feu **Isiah Schofield**, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à **John Frederick**, **William Alexander**, **Helena May**, **Gordon Lyal** and **Richard Earl Schofield**, enfants mineurs, issus du dit mariage, Défenderesse es-non et qualité.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **OSCAR SAUVÉ**, No. 10628. } accountant, of Montreal Plaintiff, against the lands and tenements of **L. A. CHARBONNEAU**, Defendant.

A lot of land lying and being in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and known and distinguished as lot number one hundred and thirty nine, of the subdivision of the official lot number five, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the district of Montreal, said lot fronting on Dufferin street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SIXTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 11th August, 1909. 3472
[First published, 14th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME ROSE DELIMA** No. 2769. } **DEROME**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by contract of **L. G. Gédéon Béliveau**, of the same place, and by the latter duly authorized for the present purposes, Plaintiff ; against the lands and tenements of **AUGUSTE LESSARD** and **DAME ANAÏS LESSARD**, widow of **François Picard**, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal, known and distinguished under the number forty one, of the official subdivision of the lot number twenty two (22-41), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing two thousand seven hundred and five feet in superficie, english measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 169, 171 and 173, of Valois street, thereon erected with a right of passage in perpetuity in common with all the others in the lane in the rear with the ordinary charges of maintenance and with right of mitoyenneté in the division walls on the north west side and on the south east side of the said house and the servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SEVENTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, and **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 11th August, 1909. 3476
[First published, 14th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGE HECTOR** No. 2820. } **MUNRO**, of the city and district of Montreal, and their carrying on business alone under the name and style of **Munro Bros**, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME MARGARET CAINS**, of the same place, widow of the late **Isiah Schofield**, as well personally as in her quality of tutrix to **John Frederick**, **William Alexander**, **Helena May**, **Gordon Lyal** and **Richard Earl Schofield**, minor children issue of the said marriage, Defendant in her name and quality.

Saisie comme appartenant à la dite défenderesse es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

La moitié indivise d'un certain emplacement, ayant front à l'avenue Tara Hall, dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connue comme étant la subdivision No 5, du lot No 101, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, moins la portion du dit emplacement expropriée pour l'élargissement de la rue Milton—mais avec les bâtisses y érigées et leurs dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 11 août 1909. 3473
[Première publication, 14 août 1909.]

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir : } HENRY W. PRENDER-
No 47. } HAST, curateur, à ce
dûment autorisé sous l'article 879 du code de pro-
cédure civile de la province de Québec, comme
curateur aux biens de REAL CLOUTIER, failli et
T. PREFONTAINE & CIE, corps incorporé, de
Montréal, créancière hypothécaire et requérante.

Huit lots de terre situés en la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal ; bornés en front par l'avenue Victoria, connus et désignés comme étant les subdivisions 174, 175, 176, 179, 80, 81, 82 et 83, du lot officiel numéro primitif 18, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault au Récollet, et deux autres lots de terre situés en la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal ; bornés en front par l'avenue Victoria, et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro 111, de la subdivision du lot officiel numéro primitif 18, les dits deux lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault au Récollet, sous les numéros 78 et 177, de la subdivision du lot officiel numéro primitif 18.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 11 août 1909. 3477
[Première publication, 14 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir : } LA BANQUE DE SAINT-
No 47. } JEAN, corps politique et
incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville maintenant en liquidation, sous la loi des liquidations agissant aux présentes par Tancrède Bienvenu, gérant de banque, de la cité et du district de Montréal liquidateur dûment autorisé à la dite La Banque de Saint-Jean, par jugement de la dite cour supérieure à Saint-Jean ; contre les terres et tenements de PHILIPPE HONORE ROY, avocat et Conseil du Roi, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville contributaire.

Saisis comme appartenant au dit contributaire, les immeubles suivants, savoir :

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, en la dite cité de Montréal, sous la subdivision numéro treize, du lot numéro huit cent trente-huit, du dit quartier—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques 363 et 365, de la rue Saint-Denis, en la dite cité de Montréal.

2. Un lot de terre connu et désigné aux plan et

Seized as belonging to the said defendant's-
qualité, the following immoveable, to wit :

The undivided half of a certain piece of land having its front on Tara Hall avenue, in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, known as being the subdivision No. 5, of the lot No. 101, of the official plan and book of reference of said Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, less the part of the said piece of land expropriated for the widening of Milton street—but with the buildings there erected and their dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th August, 1909. 3474
[First published, 14th August, 1909.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRY W. PRENDER-
No. 47. } HAST, curator hereto
duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of REAL CLOUTIER, insolvent and T. PREFONTAINE & CIE, a body corporate, of Montreal, an hypothecary creditor and petitioner.

Eight lots of land situate in the parish of Sault au Recolet, district of Montreal ; bounded in front by Victoria Avenue, known and distinguished as being the subdivisions 174, 175, 176, 179, 80, 81, 82 and 83, of the official lot original number 18, of the official plan and book of reference of the said parish of Sault au Recolet, and two other lots of land situate in the parish of Sault au Recolet, district of Montreal ; bounded in front by Victoria Avenue, and on one side by a projected street, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said parish of Sault au Recolet, under the number 111, of the subdivision of the official lot original number 18, the said two lots known and distinguished on the official plan and book of reference of the said parish of the Sault au Recolet, under the numbers 78 and 177, of the subdivision of the official lot original number 18.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th August, 1909. 3478
[First published, 14th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit : } LA BANQUE DE SAINT-
No. 47. } JEAN, body politic and
corporate, having its chief place of business in the town of Saint-Johns, district of Iberville, now in liquidation, under the liquidation act, acting for these presents by Tancrède Bienvenu, bank manager, of the city and district of Montreal, liquidator duly authorized to the said "La Banque Saint-Jean", by judgment of the said superior court of Saint-Johns ; against the lands and tenements of PHILIPPE HONORE ROY, advocate and King's Counsel, of the town of Saint-Johns, district of Iberville, contributory.

Seized as belonging to said contributory, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of Saint James ward, in the said city of Montreal, under subdivision number thirteen, of lot number eight hundred and thirty eight, of the said ward—with buildings thereon erected and bearing the civic numbers 363 and 365, of Saint Denis street, in the said city of Montreal.

2. A lot of land known and described on the offi-

livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro sept cent quatre-vingt-six, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques huit cent vingt-neuf et huit cent trente et un, de la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal.

3. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro sept cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques huit cent vingt-cinq et huit cent vingt-sept, de la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal.

4. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros huit cent vingt-un et huit cent vingt-trois, de la rue Sanguinet, cité de Montréal.

5. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste, cité de Montréal, portant le numéro sept cent quatre-vingt-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros huit cent dix-sept et huit cent dix-neuf, de la rue Sanguinet, cité de Montréal.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à deux heures de l'après-midi, le quatrième jour de mars dernier, à mon bureau, en la cité de Montréal, aura lieu le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 août 1909. 3381
Publication du 7 août 1909, est nulle.
[Première publication 14 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME WILMA LOUISA
No 3514. } BALTZLY, épouse séparée de biens de Joseph Bodfish, lithographe, de la ville de Lachine, district de Montréal, et le dit Joseph Bodfish, afin d'autoriser sa dite épouse, et al, esqual., Demandeurs ; contre les terres et tenements de JOHN WILCOCK, du même lieu, marchand, Défendeur.

Un lot de terre faisant front sur l'avenue Papineau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, composé des lots de subdivision numéros huit, neuf, dix, onze, douze et treize (8, 9, 10, 11, 12 et 13), sur le plan de subdivision dûment déposé et produit du lot numéro trois cent trente-cinq (335), et lots de subdivision un, deux, trois, quatre et cinq (1, 2, 3, 4 et 5), sur le plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro trois cent trente-six (336), tous sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; le dit lot contenant deux cent trente-deux pieds, cinq pouces de front, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur des dites subdivisions jusqu'à la ruelle en arrière et une superficie de 32087 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 21 juillet 1909. 3203-2
[Première publication, 24 juillet 1909.]

cial cadastral plan and book of reference of the village of "Saint Jean Baptiste", under number seven hundred and eighty six, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers eight hundred and twenty nine and eight hundred and thirty one, of Sanguinet street, in the city of Montreal.

3. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of "Saint-Jean Baptiste", under number seven hundred and eighty seven, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers eight hundred and twenty five and eight hundred and twenty seven, of Sanguinet street, in the city of Montreal.

4. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of "Saint-Jean Baptiste", in the city of Montreal, under the number seven hundred and eighty eight, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre with buildings thereon erected, bearing the numbers eight hundred and twenty one and eight hundred and twenty three, of Sanguinet street, city of Montreal.

5. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of "Saint-Jean Baptiste", city of Montreal, bearing the number seven hundred and eighty nine of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, bearing the numbers eight hundred and seventeen and eight hundred and nineteen, of Sanguinet street, city of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause which was to have taken place at two o'clock in the afternoon, of the fourth day of March last, at my office, in the city of Montreal, will take place on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, at my office in the city of Montreal.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th August, 1909. 3382
The publication of the 7th August, 1909, is null.
[First published, 14th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME WILMA LOUISA
No. 3514. } BALTZLY, wife separate as to property of Joseph Bodfish, lithographer, of the town of Lachine, district of Montreal, and the said Joseph Bodfish, to authorize his said wife, et al, esqual., Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOHN WILCOCK, of the same place, merchant, Defendant.

A block of land fronting on Papineau avenue, in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, composed of subdivision lots numbers eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen (8, 9, 10, 11, 12 and 13), on the subdivision plan duly deposited and filed of lot number three hundred and thirty five (335), and subdivision lots one, two, three, four and five (1, 2, 3, 4, and 5), on subdivision plan duly made and filed of lot number three hundred and thirty six (336), all on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis : said block containing two hundred and thirty two feet, five inches in front, english measure, more or less, by all the depth of said subdivisions to the lane in rear and a superficies of 32087 feet, english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st July, 1909. 3204
[First published, 24th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **THE OGILVIE FLOUR MILL COMPANY, LIMITED**, corps politique et dûment incorporé suivant la loi, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal ; contre **WILLIAM BOUSQUET**, de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, à savoir :

1° Partie du lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf étant un lot de terre situé dans le troisième rang ouest du canton Shavigny, contenant 55 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur, mesure anglaise ; bornée en front, au sud-est au chemin public, au nord-ouest à J.-B. Darveau, d'un côté au nord-est à Joseph Godin, et de l'autre côté au sud-ouest à Réal Gauthier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Les lots Nos 15 et 16, du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant une terre située dans le troisième rang sud-ouest du canton Shavigny, contenant 80 acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,
Québec, 5 août 1909.Député Shérif.
3359

La publication du 7 août 1909, est nulle.
[Première publication, 14 août 1909].

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du comté d'Yamaska.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : **NAPOLÉON LORANGER**, No 5999. Demandeur ; contre **THE PEAT GAS COAL CO.**, Défenderesse.

Les bâtisses et machineries incorporées à icelles appartenant à la défenderesse, érigées sur un terrain situé en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dans le quatrième rang, de la contenance de un arpent et quart de largeur sur trois arpents de profondeur, à partir du chemin de front ; tenant devant au dit chemin de front, derrière et du côté nord-est à Donat Tessier, et du côté sud-ouest à Joseph Neveu, le dit terrain faisant partie du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par et sous le numéro deux cent vingt-six (226), ainsi que de tous les droits de la dite défenderesse, sur le dit terrain en vertu d'un bail, à elle consenti par Donat Tessier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par acte reçu M^{re} Jos. Desrosiers, notaire, le 19 février 1907, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, sous le No 46923, pour 15 ans, à raison de \$15.00 par année de loyer au dit Donat Tessier, et après les dites quinze années, à raison de \$25.00 par année

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **THE OGILVIE FLOUR MILL COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate according to law, having its principal place of business in the city of Montreal ; against **WILLIAM BOUSQUET**, of Saint-Rémi du Lac aux Sables, to wit :

1. A part of lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the third range west of the township of Shavigny, containing 55 feet in width by 90 feet in depth, english measure ; bounded in front to the south east by the public road, to the north west by J. B. Darveau, on one side to the north east by Joseph Godin, and on the other side to the south west by Réal Gauthier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lots Nos. 15 and 16 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the third range south west of the township of Shavigny, containing 80 acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Rémi du Lac aux Sables, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 5 h August, 1909.

3360

The publication of the 7th August, 1909, is null.
[First published, 14th August, 1909.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Yamaska—District of Richelieu.

Sorel, to wit : **NAPOLÉON LORANGER**, No. 5999. Plaintiff ; against **THE PEAT GAS COAL CO.**, Defendant.

The buildings and machinery embodied therein, belonging to defendant, erected on a lot situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the fourth range, containing one arpent and a quarter in width by three arpents in depth, starting from the front road ; bounded in front by the said front road, in the rear and on the north east side by Donat Tessier, and on the south west side by Joseph Neveu, the said lot forming part of the lot of land described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, by and under the number two hundred and twenty six (226), as well as all the rights of the said defendant on the said lot under a lease contracted to it by Donat Tessier, farmer, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, by deed received by M^{re} Jos. Desrosiers, notary, the 19th February, 1907, and registered in the registry office of the county of Yamaska, under the No 46923, for 15 years, at the rate of \$15.00 rent per annum to the said Donat Tessier, and after the said fifteen years,

aussi longtemps que la compagnie et ses ayant cause y feront ou jugeront à propos d'y faire de l'exploitation, à la charge par l'acquéreur de payer au dit Donat Tessier le loyer annuel ci-dessus mentionné et d'accomplir les autres obligations du dit bail.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le VINGT-CINQUIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 juillet 1909. 3163.2
[Première publication, 24 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A IS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : } **VITALIS DAVIGNON**, Deman-
No. 191. } **GNON**,
deur ; contre **FRANCIS HOULE**, Défendeur.

Ces lots ou morceaux de terre situés dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-François, connus sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Barnston, comme lots numéros vingt et un B (21 B), vingt-deux A (22 A) et vingt-deux B (22 B), dans le dixième rang et assez pris des bouts nord des lots numéros vingt-deux C (22 C) et vingt-deux D (22 D), dans le dit rang pour former en superficie avec le lot numéro vingt-deux A (22 A), dans le dit dixième rang, quarante-huit acres et étant les quarante huit acres primitifs vendus par William Brown à Cassius N. Remick, par acte de ven e enregistré dans le bureau de la division d'enregistrement de Coaticook, le vingt-neuvième jour de décembre 1871, dans le registre B, volume 1, No. 351—avec toutes les bâtisses érigées sur les dits lots ou morceaux de terre, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 11 août 1909. 3481
[Première publication, 14 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : } **O TIS SHURTLEFF** ;
No. 127. } **O** contre **MABEL E. MOSHER ET AL**, et Daniel W. Mosher, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu Wesley D. Mosher avec feue Ada Martin, son épouse, Défendeurs.

Une terre située dans le canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Barnston, comme lots numéros cinq D (5 D) et six C (6 C), dans le dixième rang du dit canton—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 19 juillet 1909 3149.2
[Première publication, 24 juillet 1909.]

at the rate of \$25 00 per annum as long as the company and its assigns shall work or deem it expedient to carry on work thereon, subject to the charge of the purchaser paying the said Donat Tessier the annual rent hereinabove mentionel and to fulfil the other obligations of the said lease.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, the TWENTY FIFTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 20th July, 1909. 3164
[First published, 24th July, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **VITALIS DAVIGNON**,
No. 191. } **V** Plaintiff ; against
FRANCIS HOULE, Defendant.

Those certain lots or parcels of lands situate in the township of Barnston, in the district of Saint Francis, and known on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Barnston, as lots numbers twenty one B (21 B), twenty two A (22 A) and twenty two B (22 B), in the tenth range, and enough taken from the north ends of lots numbers twenty two C (22 C) and twenty two D (22 D), in the said range to form in superficies with the lot number twenty two A (22 A), in said tenth range, forty eight acres and being the original forty eight acres, sold by William Brown, to Cassius N. Remick, by deed of sale registered in the Coaticook division registry office, on the twenty ninth day of December, 1871, in register B, volume 1, No. 351—with all the buildings on said lots or parcels of land erected and made, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Suzanne De Boundary Line, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 11th August, 1909. 3482
[First published, 14th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **O TIS SHURTLEFF**,
No 127. } **O** Plaintiff ; against
MABEL E. MOSHER ET AL, and Daniel W. Mosher, in his quality of tutor to the minor children issue of the marriage of the late Wesley D. Mosher, with the late Ada Martin, his wife, Defendants

A farm property situate in the township of Barnston, in the county of Stanstead, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Barnston, as lots numbers five D (5 D) and six C (6 C), in the tenth range of the said township—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Sherbrooke, 19th July, 1909. 3150
[First published, 24th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Saint-Hyacinthe.
Saint-François, à savoir : } **L A E A S T E R N**
No 14. } **T O W N S H I P S**
BANK, Demanderesse ; contre LOUIS LAVOIE
ET AL, Défendeurs.

Saisis comme appartenant à Joseph Lavoie, un des défendeurs en cette cause, les immeubles suivants, savoir :

Une terre située dans le canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, connue et désigné comme suit :

Les lots de terre numéros mille soixante et un (1061) et mille soixante et trois (1063), dans le treizième rang du dit canton, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, et toutes ces parties des lots numéros mille soixante et quatre (1064) et mille soixante et cinq (1065), dans le dit treizième rang, sur le dit plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, situés sur le côté ouest du chemin public traversant les dits deux lots ; bornés à l'est par le chemin public, à l'ouest par le dit lot du cadastre mille soixante et trois (1063), au sud par le lot du cadastre mille soixante et huit (1068), et au nord par les lots du cadastre mille soixante et un (1061) et mille cinquante-sept (1057)—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 21 juillet 1909. 3177-2
[Première publication, 24 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **L A B A N Q U E D E**
No 88. } **S A I N T - H Y A -**
C I N T H E ET AL, Demandeurs ; contre JOSEPH
DEPOT, de Saint-Césaire, Défendeur.

Un immeuble situé au village de Saint-Césaire, comté de Rouville, dit district, rue Saint-Paul, connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt (180), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire—avec les bâtisses y érigées.

Tous les droits et prétentions sur les parties de terrain aujourd'hui occupées par Robert Ostiguy et autrefois par Michel Allaire, du côté est du dit No 180 ; sur lesquelles parties de terrain, certaines parties de bâtisses sont érigées, tel que décrit dans un acte reçu devant Mre G. A. Gigault, N. P., le 4 mars 1872, et enregistré au comté de Rouville, sous No 8332 et autres actes à cet effet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain (1909), à UNE heure de l'après-midi.

J. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 20 juillet 1909. 3169-2
[Première publication, 24 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court — District of Saint-Hyacinth.
Saint Francis, to wit : } **T H E E A S T E R N**
No. 14. } **T O W N S H I P S**
BANK, Plaintiff ; against LOUIS LAVOIE ET AL,
Defendants.

Seized as belonging to Joseph Lavoie, one of the defendants in this cause, the following immovables, to wit :

A farm property situate in the township of Stanstead, in the county of Stanstead, known and described as follows :

The lots of land numbers ten hundred and sixty one (1061), and ten hundred and sixty three (1063), in the thirteenth range of the said township, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Stanstead, and all these parts and portions of the lots numbers ten hundred and sixty four (1064) and ten hundred and sixty-five (1065), in the said thirteenth range, upon the said cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead, which lie on the westerly side of the highway crossing the said two lots ; bounded easterly by the highway, westerly by said cadastral lot number ten hundred and sixty three (1063), southerly by cadastral lot ten hundred and sixty eight (1068), and northerly by cadastral lots ten hundred and sixty one (1061) and ten hundred and sixty seven (1067)—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 21st July, 1909. 3178
[First published, 24th July, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court. — District of Saint Hyacinth.
Saint-Hyacinth, to wit : } **L A B A N Q U E D E**
No. 88. } **S A I N T - H Y A C I N -**
T H E ET AL, Plaintiffs ; against JOSEPH DEPOT,
of Saint Césaire, Defendant.

A piece of ground situate in the village of Saint Césaire, county of Rouville, said district, on Saint Paul street, known and designated as being the number one hundred and eighty (180) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire—with buildings thereon erected.

All the rights and pretensions on the parts of ground now occupied by Robert Ostiguy and formerly by Michel Allaire, on the east side of said lot No. 180 ; on which parts of ground a part of buildings are erected, as described on a deed before Mre G. A. Gigault, N. P., the fourth of March, 1872, and registered in the county of Rouville, under No. 8332 and other deeds to that effect.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Césaire, county of Rouville, TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next (1909), at ONE o'clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 20th July, 1909. 3170
[First published, 24th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME EMILIE LE-**
No 526. } **GENDRE, Deman-**
deresse ; contre **JOSEPH ELZEAR LARAMEE,**
Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Shawinigan Falls, étant la juste moitié sud-ouest d'un emplacement faisant partie du lot numéro six cent vingt-six (626), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, contenant en total soixante et dix pieds de largeur en front et soixante et cinq pieds de largeur à la profondeur, sur la profondeur de quatre-vingt-quinze pieds, le tout à mesure anglaise ; borné en front par une rue bien connue, en profondeur par Alfred Gélinas, père, au côté nord-est par Napoléon Veillette, et au côté sud-ouest par Joseph Roy—avec la partie sud-ouest de la maison à trois étages construites sur la totalité du dit emplacement, à partir du mur de séparation de la dite maison qui se trouve au sud-ouest du passage et à cinq pieds au sud-ouest de la ligne de division deux demi-moitiés du dit emplacement, ayant dix pieds de largeur dont cinq pieds se trouvant sur chacune des deux dites moitiés d'emplacement, depuis la dite rue jusqu'à quatorze pieds en arrière de leurs maisons.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le **VINGT-QUATRIÈME** jour d'AOUT prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 21 juillet 1909. 3181-2
[Première publication, 24 juillet 1909]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOHN FORMAN, De-**
No 466. } **mandeur ; vs URGEL**
BEAUPRE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord-est par Lazare Beaupré, et du côté sud-ouest par le chemin de pieds qui conduit au moulin à farine d'Eugène Beaupré, et faisant partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-dix (190), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Une bâtisse à deux étages, dont le premier étage est en pierre et le deuxième étage en bois, d'une dimension de dix-huit pieds par vingt-quatre, construite sur partie du lot numéro cent quatre-vingt-onze (191), du susdit cadastre, à la charge par l'adjudicataire d'enlever la dite bâtisse.

3° Un certain morceau de terre de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Flore, en la concession susdite, contenant en superficie un demi arpent, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant cette partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-onze (191), du dit cadastre, comprise entre la rivière Shawinigan et une ligne qui partirait de l'extrémité sud du quai de bois actuel et irait en ligne droite à la dite rivière—avec ensemble le moulin à carder y érigé et ses accessoires, le pouvoir d'eau nécessaire pour faire marcher le dit moulin à carder, un chemin pour communiquer tant qu'à pieds qu'en voiture du chemin public de la dite concession au dit moulin à carder. A distraire du dit morceau de terre, cette partie qui se trouve

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME EMILIE LE-**
No 526. } **GENDRE, Plaintiff ;**
against **JOSEPH ELZEAR LARAMEE, Defend-**
ant.

A lot situate in the town of Shawinigan Falls, being the exact south west half of an emplacement forming part of lot number six hundred and twenty six (626), of the official cadastre of the parish of Saint Flore, containing in all seventy feet in width in front and sixty five feet in width in the rear by a depth of ninety five feet, the whole english measure ; bounded in front by a well known road, in depth by Alfred Gélinas, senior, on the north east side by Napoléon Veillette, and on the south west side by Joseph Roy—with the south west portion of the three story house erected on the whole of the said emplacement, from the division will of the said house which is on the south west of the passage and five feet to the south west of the division line of the two halves of the said emplacement, being ten feet in width of which five feet are on each of the two said halves of emplacement, from the said street to fourteen feet in rear of their houses.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, the **TWENTY FOURTH** day of **AUGUST** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 21st July, 1909. 3182
[First published, 24th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOHN FORMAN,**
No. 466. } **Plaintiff ; vs URGEL**
BEAUPRE, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint Flore, in the south east concession of the Piles road, containing ninety feet in front by the depth of ninety feet ; bounded in front by the public road, in depth and on the north east side by Lazare Beaupré, and on the south west side by the foot road leading to the flour mill of Eugène Beaupré, and forming part of the lot of land number one hundred and ninety (190), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Flore.

2. A two story building, of which the first story is of stone and the second of wood, of the dimension of eighteen feet by twenty four, erected on part of lot number one hundred and ninety one (191), of the aforesaid cadastre, subject to the charge of the purchaser taking away the said building.

3. A certain lot of land of irregular outline, situate in the parish of Saint Flore, in the aforesaid concession, containing in area one half arpent, more or less, without warranty of precise measure, and being that part of the lot of land number one hundred and ninety one (191), of the said cadastre, comprised between the river Shawinigan and a line starting from the southern extremity of the actual wooden wharf and going in a straight direction to the said river—together with the carding mill thereon erected and its accessories, the water power needed to drive the said carding mill, a road communication for walking and driving from the public road of the said concession to the said carding mill. Reserving from the said piece of land that part

à quatre pieds du corps principal du dit moulin à carder, côté sud-est, partant de la dite rivière à aller vers le sud, en ligne droite, jusqu'à une distance de quatre-vingt-dix pieds du dit moulin, et cette autre partie qui se trouve au sud-ouest d'une ligne qui partirait du bout des dits quatre-vingt-dix pieds et irait se terminer au dit quai, en passant à dix pieds de l'étable d'Eugène Beaupré, côté nord-est.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 21 juillet 1909. 3179-2
[Première publication, 24 juillet 1909].

which is at four feet from the said carding mill, south east side, starting from the said river and going south in a straight line, to a distance of ninety feet from the said mill, and that other part which is south west of a line starting from the end of the said ninety feet and going to terminate at the said wharf, passing at ten feet from Eugène Beaupré's stable, north east side.

To be sold at the church door of the parish of Saint Flore, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 21st July, 1909. 3180
[First published, 24th July, 1909].

CITE DE SALABERRY DE VALLEYFIELD.

AVIS PUBLIC.

Je, Louis Joseph Boyer, greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield, donne, par les présentes, avis public que les immeubles ci-après mentionnés et désignés, seront vendus à l'enchère publique, MARDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes, réclamations et autres redevances municipales dues à la dite cité, et pour cotisations scolaires dues à la municipalité scolaire de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à moins que les dites redevances municipales et cotisations scolaires ne soient payées, avec les frais encourus, avant la vente, savoir :

CITY OF SALABERRY OF VALLEYFIELD.

PUBLIC NOTICE.

I, Louis Joseph Boyer, clerk of the city of Salaberry of Valleyfield, hereby give notice that the hereafter mentioned immovable properties shall be sold at public auction, at the meeting room of the council of the said city, on TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes, claims and other municipal dues, due to the said city and for school taxes due to the school municipality of the said city of Salaberry of Valleyfield, unless said municipalities dues and school taxes, together with the costs then incurred, be paid before the sale, to wit:

Nom du propriétaire.	Qualité.	No du cadastre.	Taxes et redevances municipales.	Cotisations scolaires.	Total.
Name of proprietor.	Occupation.	Cadastral number.	Municipal taxes and dues.	School taxes.	
Wilfrid Côté.....	Restaurateur.— Restaurant-keeper....	14	\$31 00	\$8 55	\$39 55
Victor Gauthier.....	Forgeron—Blacksmith.....	145	40 85	7 50	48 35
Alfred Gobeil.....	Brique-tier.—Bricklayer.....	534	71 26		71 26
E. A. Cassidy.....	Agent.....	843 23, 43, pt 44, 843 52, 53 59, 92 20, 21, 19, 22....	195 01 167 82 148 59		195 01 221 97 163 69
Evangeliste Faubert..	Cultivateur—Farmer	92-32, 33, 34	167 82	54 15	221 97
C. A. Lavimodière...	Notaire—Notary....	195-55	148 59	15 10	163 69
Succ.—Estate Dame Louis Parent.....		194	59 82	24 15	83 97
Léonidas Mercier....	Artisan—Laborer....	208 à—at 210	122 74	48 55	171 29
Isaïe Lalonde.....	Navigateur—Navigator.....	839	30 29		30 29
Olivier Léger.....	Artisan Laborer...	820	32 97	21 35	54 32
Charles Tisseur.....	" "	643	27 15		27 15
Joseph Tessier, fils de —son of André....	" "	pt 850	13 00	7 55	20 55
Dame—Mrs. C. H. Laberge.....	" "	843-56, 43, 30, 92-23, 26, 27, 29, 843-29, 32, 33.....	305 76		305 76
Morand & Leduc.....		183	40 85	12 75	53 60
Geo. H. Thibault....		452, pt 453	6 80	1 55	8 35
Héritiers—Heirs Jos. Lecompe.....		pt 823	74 31	4 15	78 46

(Signé)—(Signed)

L. JOS BOYER,

Greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield.
Clerk of the city of Salaberry of Valleyfield.

Salaberry de Valleyfield, ce neuvième jour d'août mil neuf cent neuf.

Salaberry of Valleyfield, this ninth day of August one thousand nine hundred and nine. 3499-3500

ERRATUM.

A la page 1438 de la "Gazette Officielle" du sept août 1909, aux numéros 3349-50, lisez, sous le nom de "H. Joseph & Co., Inc.", au lieu de "H. Joseph & Co., Incorporated". 3487

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 9 août 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Richelieu, MM. Louis Péloquin et Israël Larochelle, cultivateurs, Charles Ethier, bourgeois, et Adéard Paulhus, marchand, tous de Sainte-Victoire, comté de Richelieu.

District de Saint-François.—M. Thomas Jesse Parkes, gérant de "The Sun Life Assurance Company", de la cité de Sherbrooke.

District de Saint-Hyacinthe.—M. Adelmor Joseph Dubuc, manufacturier, du village de Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe. 3489

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 325.

Dame Léa Lemieux, de la ville de Mégantic, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Appolinaire Royer, commerçant, du même lieu.

JOSEPH ROY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 9 août 1909. 3491

Avis de Faillites

District de Rimouski.

Anthime Lebrun, de Saint-Léon le Grand, marchand, a, le 6 août 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 12 août 1909. 3493

District de Saguenay.

Re J. J. Hovington, marchand, Tadoussac,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 septembre 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 12 août 1909. 3497

ERRATUM.

At page 1438 of the "Official Gazette" of the seventh of August 1909, at numbers 3349-50, read, under the name of "H. Joseph & Co., Inc.", instead of "H. Joseph & Co., Incorporated". 3488

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of August, 1909, to associate to the commission of the peace for the district of Richelieu, Messrs. Louis Péloquin and Israël Larochelle, farmers, Charles Ethier, burgess, and Adéard Paulhus, merchant, all of Sainte Victoire, in the county of Richelieu.

District of Saint Francis.—Mr. Thomas Jesse Parkes, manager of "The Sun Life Assurance Company", of the city of Sherbrooke.

District of Saint Hyacinthe.—Mr. Adelmor Joseph Dubuc, manufacturer, of the village of Saint-Joseph, county of Saint Hyacinthe. 3490

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 325.

Dame Léa Lemieux, of the town of Megantic, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Appolinaire Royer, trader, of the same place.

JOSEPH ROY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 9th August, 1909. 3492

Bankrupt Notices

District of Rimouski.

Anthime Lebrun, of Saint Leon le Grand, merchant, has, on the 6th August, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 12th August, 1909. 3494

District of Saguenay.

Re J. J. Hovington, merchant, Tadoussac,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th September, 1909, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 12th August, 1909. 3498

District de Chicoutimi.

Re Simard & Tremblay, marchands, Saint-Joseph d'Alma, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 6 août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 12 août 1909.

3495

Licitation

AVIS DE LICITATION.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Richelieu, le 26 juin 1909, dans une cause dans laquelle François Gendron *et al.*, sont Demandeurs; vs Dame Adèle Drolet, Défenderesse, et Charles Hayden *et al.*, mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain situé en la cité de Sorel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Sorel, sous le numéro sept cent soixante et dix-sept (777)—avec les bâtisses y érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, VENDREDI, le PREMIER OCTOBRE prochain, (1909), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice du district de Richelieu, en la cité de Sorel; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. BROUSSEAU, O. R.,

Procureur des demandeurs.

Sorel, 11 août 1909.

3501

[Première publication, 14 août 1909.]

District of Chicoutimi.

Re Simard & Tremblay, merchants, Saint Joseph d'Alma, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 6th August, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 12th August, 1909.

3496

Licitation

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that under a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Richelieu, on the 26th of June, 1909, in a cause in which François Gendron *et al.*, are Plaintiffs; vs Dame Adèle Drolet, Defendant, and Charles Hayden *et al.*, mis-en-cause, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

A lot of land situate in the city of Sorel, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said town of Sorel, under the number seven hundred and seventy seven (777)—with the buildings thereon erected.

The immoveable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the FIRST day of OCTOBER next (1909), sitting the court, in the audience room at the court house of the district of Richelieu, in the city of Sorel; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited of the office of the prothonotary of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. B. ROUSSEAU, K. O.,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 11th August, 1909.

3502

[First published, 14th August, 1909].

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 33.

ACTIONS EN RÉPARATION DE BIENS :—Dines Boulé vs Vermette, 1480 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierre, 1478 ; Charron vs Diotte, 1480 ; Chicoine vs Bonin, 1478 ; Desbiens vs Mongeau, 1478 ; Debien vs Mongeau, 1479 ; Downing vs Beauregard, 1479 ; Gauvin vs Robert, 1479 ; Lebel vs Rousseau, 1479 ; Lemieux vs Royer, 1494 ; Nadon vs Hubert, 1480 ; Pichette vs Gladu, 1480 ; Roger vs Laroche, 1479 ; St. Onge vs Rousse, 1478 ; Tremblay vs Renaud, 1479

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1465.

AVIS :—Nombre des directeurs augmenté :—The B. & A. Asbestos Coy, 1477 ; White Fireproof Construction Coy, 1469.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1475 ; Conseil législatif, 1474.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Saint-Nérée, 1469.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Lumber Insurance Co of New-York, 1469 ; Thorn Cement Coy, 1469.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—Concession de permis de bois, 1473.

ERRATUM :—Page 1438, du 7 août, Nos 3349-50, 1494.

FAILLIS :—Bergeron, 1481 ; Brodeur, 1483 ; Brophy, 1482 ; Desaulniers, 1483 ; Desilet, 1481 ; Guarantee Hat and Cap Mfg. Co, 1483 ; Hovington, 1494 ; Lachance & Grenier, 1483 ; Lebrun, 1494 ; Lepage & Lavoie, 1482 ; Malo, 1483 ; Marquis, 1484 ; Moisan & Co, 1481 ; Murphy & Son, 1481 ; Paradis (Dme), 1480 ; Rousse, 1481 ; Simard & Tremblay, 1495 ; Tremblay, 1482 ; Taylor, 1482 ; Vineberg, 1481.

LETTRES PATENTES :—Cie de Téléphone de Nicolet, 1472 ; H. Joseph & Co, incorporated, 1472 ; La Cie de Publication Le Spectateur, 1471 ; Les Patrons Boulangers de Québec, 1470 ; Scott Furniture Coy, 1470 ; Suburban Realty Coy, 1471 ; The Park Provision Coy, 1471.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Chaleurs Bay Mills, 1470.

LIQUIDATION :—The Mount Royal Box and Lumber Mfg. Coy, 1484.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Petite Madeleine, 1439.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE :—Divers lots de la municipalité Guigues à Laverlochère et Baby, 1469.

NOMINATIONS :—Commissionaires et syndics d'écoles :—Beauce, 1466 ; Chicoutimi, 1466 ; Saguenay, etc., 1466

Conseillers municipaux :—Paroisse de l'Enfant Jésus, 1466.

Juges de paix :—Richelieu, 1494 ; Saint-François, 1494 ; Saint-Hyacinthe, 1494.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dines Boulé vs Vermette, 1480 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierre, 1478 ; Charron vs Diotte, 1480 ; Chicoine vs Bonin, 1478 ; Desbiens vs Mongeau, 1478 ; Debien vs Mongeau, 1479 ; Downing vs Beauregard, 1479 ; Gauvin vs Robert, 1479 ; Lebel vs Rousseau, 1479 ; Lemieux vs Royer, 1494 ; Nadon vs Hubert, 1480 ; Pichette vs Gladu, 1480 ; Roger vs Laroche, 1479 ; St. Onge vs Rousse, 1478 ; Tremblay vs Renaud, 1479.

ADVERTISEMENT :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1465.

NOTICE :—Number of directors increased :—The B. & A. Asbestos Coy, 1477 ; White Fireproof Construction Coy, 1469.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1475 ; Legislative Council, 1474.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Parish of Saint Nérée, 1469.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Lumber Insurance Co of New-York, 1469 ; Thorn Cement Coy, 1469.

LANDS AND FORESTS :—Grants of permits to cut timbers, 1473.

ERRATUM :—Page 1438, 7th August, Nos. 3349-50, 1494.

INSOLVENTS :—Bergeron, 1481 ; Brodeur, 1483 ; Brophy, 1482 ; Desaulniers, 1483 ; Desilet, 1481 ; Guarantee Hat and Cap Mfg. Co, 1483 ; Hovington, 1494 ; Lachance & Grenier, 1483 ; Lebrun, 1494 ; Lepage & Lavoie, 1482 ; Malo, 1483 ; Marquis, 1484 ; Moisan & Co, 1481 ; Murphy & Son, 1481 ; Paradis (Dme), 1480 ; Rousse, 1482 ; Simard & Tremblay, 1495 ; Taylor, 1482 ; Tremblay, 1482 ; Vineberg, 1481.

LETTERS PATENT :—Cie de Téléphone de Nicolet, 1472 ; H. Joseph & Co, incorporated, 1472 ; La Cie de Publication Le Spectateur, 1471 ; Les Patrons Boulangers de Québec, 1470 ; Scott Furniture Coy, 1470 ; Suburban Realty Coy, 1471 ; The Park Provision Coy, 1471.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Chaleurs Bay Mills, 1470.

LIQUIDATION :—The Mount Royal Box and Lumber Mfg. Coy, 1484.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect :—Petite Madeleine, 1439.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :—Several lots of municipality Guigues to Laverlochère and Baby, 1469.

APPOINTMENTS :—Commissioners and school trustees :—Beauce, 1466 ; Chicoutimi, 1466 ; Saguenay, etc., 1466.

Municipal councillors :—Parish of l'Enfant Jésus, 1466.

Justices of the peace :—Richelieu, 1494 ; Saint Francis, 1494 ; Saint Hyacinthe, 1494.

Membre ex-officio, commission de la conservation des ressources naturelles, 1465.
Recorder :—Ville de Verdun, district de Chicoutimi, 1465.

PROCLAMATIONS :—Canton Vallières, comté de Champlain, 1466 ; Convocation des Chambres, 1468.

VENTE PAR ENCAN :—Goulet, 1484.

VENTE PAR LICITATION :—Gendron et al vs Dame Drolet, 1496.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Cité de Salaberry de Valleyfield, 1493.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Letellier vs Lefèvre, 1485.

MONTMAGNY :—Bernier vs Thibault, 1485.

MONTREAL :—Cloutier, failli, 1487 ; Dame Baltzly et al ès-qual. vs Nilcock, 1488 ; Derome (Dme) vs Lessard et al, 1486 ; La Banque Saint-Jean vs Roy, 1487 ; Munro Bros vs Dme Camus ès-qual., 1486 ; Sauvé vs Charbonneau, 1486.

QUÉBEC :—The O'Gilvie Flour Mills vs Bousquet, 1489.

RICHELIEU :—Loranger vs Peat Gas Coal Co, 1489.

SAINT-FRANÇOIS :—Davignon vs Houle, 1490 ; Shurtleff vs Mosher et al, 1490 ; The Eastern Township Bank vs Lavoie et al, 1491.

SAINT-HYACINTHE :—La Banque Saint-Hyacinthe et al vs Dépôt, 1491.

TROIS-RIVIÈRES :—Forman vs Beupré, 1492 ; Legendre (Dme) vs Laramée, 1492.

Ex-officio member of the commission for the preservation of our natural resources, 1465.
Recorder :—Town of Verdun, district of Chicoutimi, 1465.

PROCLAMATIONS :—Township of Vallières, county of Champlain, 1466 ; Parliament convoked, 1468.

AUCTION SALE :—Goulet, 1484.

SALE BY LICITATION :—Gendron et al vs Dme Drolet, 1496.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—City of Salaberry de Valleyfield, 1493.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Letellier vs Lefèvre, 1485.

MONTMAGNY :—Bernier vs Thibault, 1485.

MONTREAL :—Cloutier, insolvent, 1487 ; Dame Baltzly et al ès-qual. vs Nilcock, 1488 ; Derome (Dme) vs Lessard et al, 1486 ; La Banque de Saint-Jean vs Roy, 1487 ; Munro Bros vs Dme Camus ès-qual., 1486 ; Sauvé vs Charbonneau, 1486.

QUÉBEC :—The O'Gilvie Flour Mills vs Bousquet, 1489.

RICHELIEU :—Loranger vs Peat Gas Coal Co, 1489.

SAINT-FRANÇOIS :—Davignon vs Houle, 1490 ; Shurtleff vs Mosher et al, 1490 ; The Eastern Township Bank vs Lavoie et al, 1491.

SAINT-HYACINTHE :—La Banque Saint-Hyacinthe et al vs Dépôt, 1491.

TROIS-RIVIÈRES :—Forman vs Beupré, 1492 ; Legendre (Dme) vs Laramée, 1492.

